

T@mT@m/CFTC.FAE

-----depuis l'an 2000

Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat - 2bis, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS

Téléphone : 01 40 13 80 88 - Fax : 01 40 13 80 89



cftcfae@free.fr



<http://www.cftc-fae.fr>



[facebook.com/groups/CftcFAE](https://www.facebook.com/groups/CftcFAE)



https://twitter.com/cftc_fae

N° 432 – 17 juillet 2017

La CFTC FAE du Ministère des Affaires Etrangères s'exprime :

**NE SOYONS PAS L'ARBRE
« MORT » QUE L'ON COUPE**

Cher.e.s adhérent.e.s,

Sans en avoir l'exclusivité, la CFTC-FAE-MAE se caractérise par la priorité qu'elle accorde à la dimension humaine de la communauté de travail et par une attitude systématiquement constructive. Ses représentants au comité technique ministériel de juin 2017 ont fait part au nouveau ministre des réflexions suivantes :

- nous sommes, lui et nous, dépositaires d'un important patrimoine, matériel et humain, fait de compétences hautement professionnelles et spécialisées, en tant qu'experts du système international et rompus à l'expatriation, attachés à des parcours professionnels exceptionnellement riches qui sont la source de ces aptitudes et compétences, même si ils se déroulent dans le cadre d'une palette statutaire excessivement diversifiée et complexe, et viciée à la source puisque les statuts les plus précaires, tout spécialement l'emploi local et le recours au contrat, ont pour but premier de faire des économies sans considération de l'impact en termes de motivation et de cohésion des équipes ;
- face aux approches budgétaires agressives dont nous ne pouvons pas nous empêcher de considérer qu'elles veulent nous condamner, les traditions dont nous sommes héritiers, la loyauté et la résilience en tout premier lieu, risquent de nous enfermer, comme c'est déjà le cas, dans une logique sacrificielle où notre valeur ajoutée dans l'Etat ressort en creux quand nous n'avons plus les moyens de mener à bien notre mission, alors même que l'action internationale n'a jamais été aussi décisive pour la sécurité et la prospérité de la nation ;
- c'est la raison pour laquelle il nous faut préférer la soutenabilité à la résilience, ce qui suppose d'abord de dire "stop" à l'insoutenable souffrance au travail quand la résistance physique des agents devient la seule limite face à la pression de la demande et de la mal-organisation ; ensuite il faut démontrer dans l'action que nous sommes collectivement capables de changer pour faire émerger des articulations interministérielles et des organigrammes rationnels et fonctionnels, pour faire sauter les tabous dans lesquels nous nous engluons depuis trop longtemps : périmètre de notre action, calcul et statut de la juste

rémunération de notre travail, en particulier à l'étranger, Europe incluse, effectifs, cartographie des emplois, gestion prévisionnelle et simplification statutaire.

Notre contribution active au dialogue social vise à conduire, de manière urgente et volontariste, ces chantiers indispensables et salutaires pour notre avenir professionnel et pour le bien public. Or, alors même que le ministre proclamait sa détermination à défendre avec ténacité les marges de manœuvre du Département, le premier ministre, puis le ministre de l'action et des comptes publics annonçaient d'importantes annulations immédiates de crédits, dont plusieurs centaines de millions dans notre ministère. Pour répondre à la commande de rigueur que la nation exige et à bon droit, on ne pourra pas se contenter des grands classiques : bricolages administratifs d'un côté et bras de fer politique de l'autre. Nous demandons aux autorités du ministère non seulement de nous informer mais de nous associer dès maintenant aux travaux qui s'engagent pour que nous veillions au changement d'approche qui peut seul nous permettre de construire les ressorts de performance radicaux et durables sans lesquels nous serons rayés de la carte de l'Etat et du monde.

*Extrait : l'éditorial d'EMMANUEL COCHER, vice-président de la CFTC-FAE-MAE,
Le bulletin des adhérents, année 2017, n°18*